



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2018/007

Séance du 6 mars 2018

Date de convocation :	28 février 2018
Date d'affichage :	28 février 2018
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	26

L'an deux mille dix-huit et le six mars à 19 heures 15, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabrègues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
 Mme Christine PALA – Mme Edith TRUC – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUAN
 Mme Myriam PENA – M. Dominique CRAYSSAC – M. Jean-Olivier JOB – M. Pierre VAN
 CRAENENBROECK – M. Alain FAUCHARD – Mme Thérèse VIDAL – M. Philippe LIGNY
 Mme Zohra PIETRANTONI – M. Jean-François CALONNE – Mme Elisa VEIGA – M. Serge JACOB
 Mme Sandra BEGUET – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO
 Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Dominique WACHTER – M. Jean-Pierre LAPORTE –
 Mme Marielle FENECH-MONFORT.

Représentée : Mme Amandine BATTAGLIA.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA – Mme Aurélie MATEO.

Objet : URBANISME : Autorisation de poursuivre la procédure de révision du PLU

Madame le Maire Adjoint en charge de l'Urbanisme rappelle que par délibération du 26 septembre 2006, la Commune a prescrit la révision du POS approuvé le 10 février 1989 modifié les 8 février 1991, 29 avril 1993, 6 octobre 1993, 23 décembre 1993, 31 mars 2001, 30 mars 2005 et 14 décembre 2005.

La Commune a marqué depuis de nombreuses années sa volonté d'apporter un ensemble de modifications au Plan d'Occupation de Sols afin de mettre ce dernier en adéquation avec les projets communaux souhaités par le Conseil Municipal. L'engagement de ce travail est également nécessaire pour doter la Commune d'un document plus prospectif et ainsi tenir compte des lois dites « SRU », « Grenelle 2 » et « ALUR ».

Le PLU devra répondre aux principaux objectifs suivants :

- protéger et mettre en valeur le patrimoine naturel, agricole et architectural ;
- assurer le maintien et le développement de l'activité agricole ;
- définir une stratégie de réinvestissement urbain ;
- intégrer les risques d'inondation et d'incendie ;
- encadrer les futurs secteurs d'extension urbaine ;
- définir les secteurs à vocation économique et de loisirs ;
- favoriser les modes actifs de déplacements ;
- promouvoir une approche durable de l'urbanisme.

Pour ce faire, une concertation et communication seront poursuivies conformément aux modalités définies dans la délibération du 26 septembre 2006 :

Compte tenu de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole au 1^{er} janvier 2015, la compétence Plan Local d'Urbanisme (PLU) a été transférée à Montpellier Méditerranée Métropole.

Depuis cette date, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une procédure d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Dans l'attente de l'approbation de ce document, il est important de doter la Commune d'un document d'urbanisme cohérent.

Ce dossier a fait l'objet d'un avis favorable à l'unanimité de la Commission Urbanisme du 21 février 2018.

Vu l'article L 153-9 du code de l'urbanisme,

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Madame le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1 :

Autorise, conformément aux dispositions de l'article L 123-1 du Code de l'Urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) engagée par délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2006.

Plus n'est délibéré,

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.



Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Transmis au représentant de l'Etat le

Notifié le